

**Ministère de la Culture et de la  
Communication**

**COMITE INTERMINISTERIEL DES DROITS DES  
FEMMES ET DE L'EGALITE PROFESSIONNELLE  
ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES**

**FEUILLE DE ROUTE**

# **COMITE INTERMINISTERIEL DES DROITS DES FEMMES ET DE L'EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES**

## **FEUILLE DE ROUTE DU MINISTERE**

Présentation synthétique

Page 2

Fiches

Page 6

Le rôle du ministère de la culture et de la communication pour faire progresser l'égalité entre les hommes et les femmes est déterminant, en raison de son domaine spécifique : le champ de la création et celui des représentations collectives, véhiculées par les différents moyens d'expression artistique ou culturelle, spectacle vivant, cinéma, ...et bien sûr par les médias ; leur puissance peut constituer un frein aux évolutions nécessaires vers une société plus juste et respectueuse de chacun, femme ou homme, tout comme elle peut au contraire les favoriser.

**Voici les dix principales mesures qui vont être mises en oeuvre dans les semaines et les mois qui viennent.**

**Première mesure** : rappeler sans attendre à l'ensemble des dirigeants des institutions de la culture et de la communication l'importance attachée par le Gouvernement à la politique d'égalité entre les hommes et les femmes ; faire systématiquement figurer l'obligation de mettre en oeuvre cette politique dans les lettres de mission qui leur sont adressées.

**Deuxième mesure** : rendre visible l'invisible ; à cette fin , mettre en place un observatoire de l'égalité dans le champ de la culture et de la communication ; cet observatoire rassemblera les informations régulièrement actualisées sur les nominations et les programmations ; il sera autant que possible réalisé en concertation avec les collectivités locales et sera rendu public.

**Troisième mesure** : concevoir une « saison égalité » dans les institutions culturelles nationales, en particulier dans le champ du spectacle vivant.

**Quatrième mesure** : mener une politique incitative en définissant des clauses de promotion de l'égalité dans les différentes conventions conclues entre le ministère et les institutions culturelles, sur tous les plans : nominations, rémunérations, programmation, accès aux moyens de diffusion, lutte contre les discriminations et les représentations sexistes.

**Cinquième mesure** : constituer un vivier ; repérer les talents qui n'osent pas forcément s'exprimer, et qui pourtant existent déjà ; et en amont, identifier les jeunes professionnelles, dans tout le champ du ministère.

**Sixième mesure** : proposer des améliorations au dispositif actuel de veille sur le sujet de l'égalité et de la place des femmes dans les médias.

**Septième mesure** : respecter la parité dans la composition des jurys et des différentes commissions consultatives, au fur et à mesure des renouvellements.

**Huitième mesure** : organiser des formations dans les établissements d'enseignement supérieur du ministère.

**Neuvième mesure** : concernant les agents du ministère, aller au-delà des dispositions prévues par la loi dite « Sauvadet » à propos des nominations aux emplois de cadres dirigeants et au sein des conseils d'administration ; et veiller à l'égalité des rémunérations.

**Dixième mesure** : création d'un comité ministériel des droits des femmes dans la culture et la communication, présidé par la ministre, qui se tiendra dès janvier ; mise en place d'un plan de communication.

## **FEUILLE DE ROUTE DU MINISTERE**

### **CULTURE ET COMMUNICATION**

#### **POLITIQUE DE RESSOURCES HUMAINES EN FAVEUR DE L'EGALITE PROFESSIONNELLE**

#### **MESURE 1 : ATTEINDRE 50% DE NOMINATIONS DE FEMMES DANS LES EMPLOIS « SAUVADET » ET LES CONSEILS D'ADMINISTRATION (AU LIEU DE 40%)**

Action 1 : les nominations de dirigeants au sens de la loi Sauvadet

anticipation et réalisation d'un vivier

*délai de réalisation : au fur et à mesure des renouvellements (cf la loi)*

*coût : nul*

Action 2 : les nominations dans les conseils d'administration

anticipation et réalisation d'un vivier

*délai de réalisation : au fur et à mesure des renouvellements (cf la loi)*

*coût : nul*

#### **MESURE 2 : ETENDRE L'APPLICATION DE LA LOIS AUX EPN**

Action 1 : atteindre 50% de nominations de présidents et directeurs/directeurs généraux

anticipation et réalisation d'un vivier

*délai de réalisation : au fur et à mesure des renouvellements (cf la loi)*

*coût : nul*

#### **MESURE 3 : L'EGALITE DES REMUNERATIONS**

Action 1 : veiller à l'égalité des rémunérations des fonctionnaires occupant des fonctions de direction et d'encadrement, et rectifier le cas échéant

étude de l'existant

travail comparatif avant toute décision d'octroi de prime ou de situation personnelle

Coût : dépend du constat

Action 2 : veiller à l'égalité dans les promotions en CAP

respecter le pourcentage H/F pour décider des promotions  
*délai : immédiat*  
*coût : nul*

#### **MESURE 4 : LA COMPOSITION DES JURYS, ET DES DIFFERENTES COMMISSIONS CONSULTATIVES**

Action : veiller au respect de la règle 40/60 par sexe dans leur composition et dans la désignation des présidents (es)

*Délai : immédiat*  
*Coût : nul*

#### **MESURE 5 : CREATION D'UN OUTIL STATISTIQUE :**

Action : améliorer l'outil statistique du MCC, de façon à identifier les emplois de dirigeants (au sens de la loi Sauvadet), en y intégrant les EP, et à suivre l'évolution annuelle

*Délai : en cours*  
*Coût : recours au DEPS (département études, prospective et statistiques) du MCC : travail prioritaire pour ce service dans le cadre de ses missions*

#### **MESURE 6 : LA CONCILIATION DE LA VIE PROFESSIONNELLE ET FAMILIALE**

Action : élaborer une charte des temps (cf. la charte pour la promotion de l'égalité dans la fonction publique) ; respect de l'espace « vie privée »

*modalités de réalisation : instructions générales FP et négociation avec les OS*  
*coût : nul*

#### **MESURE 7 : LA FORMATION DES AGENTS**

Action : former les cadres du ministère (et des EPN) sur l'égalité professionnelle et les stéréotypes

## **FEUILLE DE ROUTE DU MINISTERE**

**L'ETAT DONNEUR D'ORDRE / FINANCEUR / PARITE DANS LES ORGANISMES RATTACHES**

### **MESURE 1 : FAIRE L ETAT DES LIEUX**

Action 1 : étude sur les recrutements, nominations, promotions et rémunérations des femmes dans les institutions culturelles subventionnées ;

*modalités de réalisation* : étude à conduire par le DEPS et la DGCA

*délai de réalisation* : en cours ; doit être systématisé

Action 2 : étude sur les programmations et niveaux de subventionnement selon le sexe ;

*modalités de réalisation* : DEPS et DGCA ; en cours ; doit être systématisé

### **MESURE 2 : CONSTITUER UN VIVIER**

Action: repérer les talents existant aujourd'hui, à la fois pour les postes de direction et pour les choix de programmation ; identifier également les jeunes professionnelles en amont ;

*modalités* : association de la DGCA, des DRAC, des collectivités et des artistes  
(différents collectifs, sociétés d'auteurs etc.)

### **MESURE 3 : MENER UNE POLITIQUE INCITATIVE AUPRES DES EPN ET ASSOCIATIONS SUBVENTIONNEES DE LA SPHERE CULTURELLE DANS LE CADRE D' UNE DEMARCHE CONTRACTUELLE**

Action 1 : inclure l'exigence d'égalité dans les cahiers des charges, contrats d'objectifs et conventions avec les institutions culturelles sur les plans :

- de la rémunération
- des nominations aux postes de direction
- de la programmation et du niveau de subvention

*délai* : date de renégociation des contrats, voire amendements aux contrats existants si possible

*modalités de réalisation : envisager des sanctions financières en cas de non respect des engagements*

Action 2 : mettre la question de la parité pour les nominations conjointes (et les autres) à l'ordre du jour d'un prochain Conseil pour les collectivités territoriales pour le développement culturel (CCTDC)

*délai : fin de l'année*

*coût : nul*

Action 3 : organiser une rencontre des dirigeants d'EPN (y compris les écoles) en vue de les sensibiliser

**MESURE 4 : MENER UNE POLITIQUE INCITATIVE AUPRES DES MEDIAS  
CADRE D' UNE DEMARCHE CONTRACTUELLE**

**DANS LE**

Action 1 : analyser les freins éventuels à l'action du CSA auquel la loi a confié la responsabilité de veiller à la diversité (existence d'un baromètre) en vue de proposer des améliorations au dispositif actuel sur le sujet de la parité et de la place des femmes dans les médias ; étudier les modifications à apporter à la loi de 1986 concernant le CSA pour accroître ses compétences dans ce domaine

*modalités : discussion avec les membres du CSA en charge du sujet égalité pour faire le bilan critique*

*révision des textes relatifs au CSA*

Action 2 : renforcer l'exigence d'égalité dans les cahiers des charges et contrats d'objectifs et de moyens sur les plans :

- de la rémunération
- des nominations aux postes de direction
- de la programmation
- de la lutte contre les discriminations sexistes et les stéréotypes de genre

*délai : négociation du Contrat d'objectifs et de moyens (COM) en cours avec France Télévisions ; des modalités pourraient être inscrites dans ce document contractuel ; même chose avec Radio France ; par ailleurs les cahiers des charges approuvés par décret simple stipulent les obligations de service public des chaînes : ces décrets peuvent être modifiés par décret simple si l'on souhaite renforcer les obligations d'égalité*

*modalités : fixer des objectifs qualitatifs et quantitatifs précis*

**MESURE 5 : ORGANISER DES FORMATIONS DANS LES ETABLISSEMENTS D'  
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DU MCC**

Action 1 : inscrire dans le programme d'études de ces établissements des formations sur la lutte contre la discrimination de genre s'adressant à tous les étudiants

*délai : rentrée 2013*

Action 2 : actions de formation spécifiques vers les jeunes femmes

*délai : rentrée 2013 ou plus tôt à l'initiative des établissements*

Action 3 : formation continue

*délai : rentrée 2013*

*modalités de réalisation des 3 actions : association des organismes spécialisés et participation des acteurs culturels eux-mêmes ; en particulier valorisation des bonnes pratiques*

#### **MESURE 6 : VEILLER AU RESPECT DE LA REGLE 40/60 (A MINIMA) DANS LA COMPOSITION DES DIFFERENTES INSTANCES**

Action : inscrire ce principe dans les textes le cas échéant : exemples : le CSPLA, le CSA, ou le mettre en pratique pour l'ensemble des comités d'experts (qui ont parfois une durée de vie limitée : ex : commission pour tel ou tel Livre blanc...), y compris en incitant les partenaires procédant à des nominations de leur propre chef à respecter ce principe

*modalités de réalisation : elles sont très différentes selon le niveau de décision et la nature des instances : commissions ad hoc dépendant du seul MCC , nominations conjointes, autorités de régulation dont les nominations ne sont pas prononcées par le MCC mais qui concernent son champ d'intervention ...*



## **FEUILLE DE ROUTE DU MINISTERE**

### **CULTURE ET COMMUNICATION**

#### **LES POLITIQUES PUBLIQUES DU MINISTERE**

**NB : beaucoup des mesures préconisées dans les 2 précédents chapitres relèvent aussi des politiques publiques culturelles**

#### **MESURE 1 : *PROMOUVOIR UNE SAISON EGALITE DANS LES INSTITUTIONS CULTURELLES NATIONALES OU DECENTRALISEES DU SPECTACLE***

**VIVANT**

Action : à l'instar de la saison « égalité » menée par le collectif H/F, concevoir des actions en association avec les directeurs (trices) des institutions dans le domaine du spectacle vivant pour sensibiliser le public au sujet et accroître la place des femmes dans les programmations

*coût : nul (sauf communication éventuelle)*

*modalités de réalisation : discussion avec les responsables sur les types d'actions à envisager pour intégrer cette obligation dans le cadre des programmations ; action « labellisée » par les ministres concernées?*

*délai de réalisation : saison prochaine*

#### **MESURE 2 : *VEILLER AU STATUT DES INTERMITTENTES DU SPECTACLE***

Action : lors de la révision de la convention Unedic (2013) prendre en considération la situation des femmes intermittentes

## **FEUILLE DE ROUTE DU MINISTERE**

### **CULTURE ET COMMUNICATION**

**OUTILS STATISTIQUES SEXUES / ETUDES D'IMPACT PREVISIBLES, COMMUNICATION et SUIVI**

#### **MESURE 1: DIFFUSER L INFORMATION : METTRE EN PLACE UN OBSERVATOIRE 'EGALITE DANS LES ARTS ET LA CULTURE**

**DE L**

Action : cet observatoire rassemble une information régulièrement actualisée (tous les ans minimum) sur les nominations et les programmations (public et privé); il est communiqué à l'ensemble des parties prenantes

*modalités de réalisation : il s'articule avec l'observatoire mis en place par le ministère des droits des femmes*

*délai de réalisation : en cours*

#### **MESURE 2 : ETUDIER LA FAISABILITE D'UNE EXPOSITION ITINERANTE SUR L' FEMMES**

**HISTOIRE DES**

Action: faire travailler une équipe sur ce projet qui est à définir : exposition historique, interactive ...

*coût : à définir*

*modalités de réalisation : projet à étudier avec les partenaires potentiels : CSI, INA, centre Simone de Beauvoir...)*

*délai de réalisation : un an minimum*

#### **MESURE 3 : INCITER LES CHAINES PUBLIQUES A PRODUIRE ET/OU DIFFUSER SUR L'HISTOIRE DES FEMMES et SUR LES GENRE**

**DES FILMS**

**STEREOTYPES SEXISTES ET DE**

Action 1: réalisation d'un film ou d'une série télévisée diffusés à une heure de grande écoute

*modalités de réalisation : association avec des partenaires (INA ; Femis : un concours pourrait être proposé aux étudiants ; autres); trouver le ou les réalisateurs de talent*

*délai de réalisation : un an*

*coût : à définir*

Action 2 : faire réaliser un montage vidéo répertoriant les stéréotypes sexistes véhiculés par les médias l'année N-1, afin de donner de la visibilité au sujet et de sensibiliser à l'importance de leur rôle dans la perpétuation de ces stéréotypes

**MESURE 4 : VALORISER LES BONNES PRATIQUES ET METTRE EN AVANT LES RESULTATS**

Action : communiquer sur les succès dans tous les champs de la culture

*modalités de réalisation : plan de communication en interne à définir : voir en particulier le rôle de l'intranet*

*plan à définir en externe : rôle de l'internet*

**MESURE 5 : INCITER A L'ORGANISATION DE DEBATS SUR CES QUESTIONS ET Y PARTICIPER SYSTEMATIQUEMENT**

Action 1 : participation du MCC à la conférence de novembre à Lyon, ainsi qu'à d'autres manifestations ultérieures, en partenariat avec le ministère des droits des femmes

Action 2 : participation active du MCC à la commission sur l'image des femmes dans les médias ou toute instance équivalente

**MESURE 6 : PROGRAMME D'ETUDES POUR FAIRE APPARAITRE LES PROCESSUS EN OEUVRE DANS LA CONSTRUCTION DES INEGALITES DANS LE CHAMP DE LA CULTURE ET LES FACTEURS DE BLOCAGE SPECIFIQUES**

Action : propositions d'études présentées au comité ministériel des études

**MESURE 7 : DISPOSITIF DE SUIVI AU SEIN DU MINISTERE**

Action 1 : comité présidé par la ministre : validation des propositions d'action, évaluation des résultats, actions de communication...

*modalités : association des directeurs de centrale, des représentants des acteurs (EP, DRAC, représentants des professionnels...)*

Action 2 : comité de pilotage pour coordonner le réseau et assurer le suivi des actions ; présidée par la HF à l'égalité